

Problèmes de gestion, absence de chambres froides...

# Pomme de terre : les raisons des turbulences



Page 3

# LE JOUR

## D'ALGERIE

France

## 148 morts dans le crash d'un Airbus

Page 24

Votre quotidien national

Dixième année - N° 3521 - Mercredi 25 mars 2015 - Prix : 10 DA



48 morts et 1 400 blessés en une semaine

# Ce fléau de la route qui tue...

Page 4

## Entre le Cnapeste et le choléra...

Par Nadjib Stambouli

**C**e qui devait arriver arriva et le désastre prévu sur l'année scolaire, sans qu'elle ne soit décrétée blanche, commence à se faire jour. Tous les constats sur l'impact de la longue grève illégale menée d'abord par l'Intersyndicale autonome puis suivie par le Cnapeste, faisant cavalier seul dans le chantage et la prise d'otages, convergent vers un constat de non-retour. Autrement dit, les conséquences sur l'année scolaire (bien sûr pas seulement les classes d'examen, comme le fait accroire une idée largement répandue), au bout d'un mois, ont atteint un point de non-retour, avec des dégâts sur la scolarité, voire sur tout le cursus de l'élève, irrémédiables, autant dire incurables, sans aucun espoir de soin ou de réparation. C'est une loi non pas de jérémiades ou de conclave de pleureuses, mais une loi pédagogique, celle qui dresse des programmes et un rythme bien précis pour l'enseigner, à suivre avec rigueur, sans quoi tout est chamboulé. Sans le formuler en ces termes, les lycéens ont senti cette importance du rythme scolaire, à commencer par le droit au repos (physique et mental, donc pédagogique) et ont donc décidé de boycotter les cours pendant les vacances de printemps, en faisant prévaloir ce droit et en justifiant leur action par «ne pas avoir à payer les pots cassés» de l'inconscience des enseignants grévistes.

Suite en page 3

Réunion hier à Alger du groupe de travail sur le Sahel

# Conjuguer les efforts pour faire face à la menace terroriste



Ph > D. R.

Etant un élément incontournable dans la région, l'Algérie entend, en collaboration avec les pays occidentaux, élaborer une stratégie de lutte contre le terrorisme qui frappe de plein fouet le Sahel.

Lire page 2

Tizi Ouzou

## Arrestation d'un cybercriminel étranger

Page 24

Festival «Lire en fête»

## Des activités à ne pas rater

Page 13



Réunion hier à Alger du groupe de travail sur le Sahel

# Urgence de solutions face à la menace terroriste

■ Etant un élément incontournable dans la région, l'Algérie entend, en collaboration avec les pays occidentaux, élaborer une stratégie de lutte contre le terrorisme qui frappe de plein fouet le Sahel.



Par Meriem Benchaouia

L'initiative algérienne d'inviter autour d'une même table près d'une trentaine de pays et d'organismes internationaux, intéressés par cet espace, théâtre d'un déploiement inquiétant du terrorisme, souligne la nécessité de conjuguer les efforts de tous autour d'un seul et même objectif. Dans ce cadre, les travaux de l'assemblée plénière du groupe de travail sur le renforcement des capacités de lutte contre le terrorisme dans la région du Sahel se sont ouverts hier à Alger, coprésidés par l'Algérie et le Canada. «L'Algérie est convaincue qu'il n'y a pas d'alternative à la conjonction des efforts et des moyens de toute la communauté internationale pour contenir et défaire la menace terroriste», a déclaré, hier, le ministre délégué chargé des Affaires maghrébines et africaines, Abdelkader Messahel, dans une allocution à l'ouverture des travaux. Il a ajouté, lors de cette réunion qui entre dans le cadre du Forum global de lutte contre antiterroriste (Fgct), que l'Algérie menait «une action qui s'inscrit dans son voisinage immédiat, au niveau du continent africain et à l'échelle internationale». Dans son voisinage immédiat et avec ses partenaires du Sud, a précisé M. Messahel, l'Algérie a favorisé la création du Comité d'état-major opérationnel conjoint (Cemoc), de l'Union de fusion et de liaison (UFL) et du processus de Nouakchott, soulignant que ces «cadres régionaux de concentration et de coordination répondent aux besoins partagés de mieux organiser la lutte contre le terrorisme et le crime

organisé transnational et de sécuriser et de stabiliser les zones frontalières». Il a rappelé que cette architecture de lutte commune restait «solidement fondée sur les principes intangibles du bon voisinage, du strict respect de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de chaque pays ainsi que la non-ingérence dans les affaires d'autrui». Il a indiqué, dans ce sens, que la menace terroriste «n'avait pas faibli depuis la dernière réunion de ce groupe de travail», affirmant que «bien au contraire, à l'échelle globale, les groupes terroristes se multiplient, gagnent de nouveaux espaces et occupent maintenant des territoires». «Ils soumettent à leur diktat et leur barbarie des populations civiles. Ils arrivent à recruter en nombre et à mobiliser d'importants fonds. Ils disposent avec facilité d'armements. Ils exploitent à leur avantage les nouvelles technologies de l'information et tirent avantage des faiblesses de certains Etats et des failles de la coopération internationale», a-t-il soutenu. Il a expliqué que chaque pays était peut-être aujourd'hui «une cible potentielle de leur menace et de leurs actes criminels». Evoquant

la région du Sahel, il a indiqué que la menace dans cette région était «élevée et que l'étendue territoriale des actions et des horreurs commises par (le groupe terroriste) Boko Haram est préoccupante», ajoutant que «cette menace pèse sur la sécurité et la stabilité de nombreux pays». «Les crimes de Boko Haram aggravent les risques que les autres groupes terroristes déjà actifs véhiculent dans la région», a-t-il relevé.

## Exigence d'une

## Le président malien achève sa visite en Algérie

Le président malien, Ibrahim Boubacar Keïta, a quitté hier Alger, après une visite d'Etat de trois jours en Algérie, à l'invitation du président de la République, Abdelaziz Bouteflika. Lors de cette visite, le président malien s'est notamment entretenu avec le Président Bouteflika et d'autres hauts responsables. La visite du président malien en Algérie s'inscrit dans une tradition séculaire de liens de fraternité, de solidarité et de bon voisinage entre les peuples algérien et malien. Peu avant son départ, le président Keïta a affirmé, à l'issue d'une visite à la Société nationale des véhicules industriels (SNVI), que l'industrie algérienne offrait «un vaste champ de coopération», soulignant «l'amitié non biaisée» qu'il voue à l'Algérie. «Nous avons un vaste champ de coopération bilatérale. Nous n'avons plus besoin d'aller chercher aux antipodes ce que nous pouvons avoir à côté, à notre porte», a précisé dans une déclaration à la presse le président malien. Exprimant sa «fierté» et sa «satisfaction» après avoir pris connaissance d'une partie du processus de la production assurée par la SNVI, M. Keïta a estimé que l'Algérie était «en marche, et ce, de la plus belle des manières». «Voir une chaîne de production, du départ jusqu'à la fin et monter dans un bus que l'on vient de fabriquer sur place, cela fait chaud au cœur», a-t-il ajouté. **M.B.**

## Benghebrit :

## «L'annulation des examens du 2<sup>e</sup> trimestre ne concerne que les terminale»

L'annulation des examens du 2<sup>e</sup> trimestre ne concerne pas les élèves de 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> années secondaires ni ceux des cycles primaire et moyen, a affirmé hier à Alger la ministre de l'Education nationale, M<sup>me</sup> Nouria Benghebrit.

Les examens «sont nécessaires, voire obligatoires pour les élèves de 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> années secondaires et des cycles primaire et moyen, notamment les candidats au brevet

d'enseignement moyen (BEM)», a déclaré la ministre à la presse, en marge de la journée parlementaire sur la réforme du système éducatif algérien.

«Compte tenu de l'importance de l'évaluation des trois trimestres pour accéder aux classes supérieures, les examens doivent avoir lieu pour les différents cycles, à l'exception des classes terminale», a insisté la ministre.

Le recours du ministère à l'annulation des compositions du 2<sup>e</sup> trimestre pour les élèves de terminale qui ne les ont pas passées en raison de la grève, vise à rattraper le retard accusé dans les programmes, a-t-elle expliqué, indiquant que «le secteur veille à ce que les élèves se concentrent davantage sur leurs cours».

APS

## coopération régionale et internationale

Ces menaces, a-t-il dit, «soulignent à nouveau l'exigence d'une coopération régionale et internationale toujours plus étroite et plus concertée», ajoutant que «la communauté internationale est interpellée pour y soutenir pleinement les efforts de l'Union africaine et des pays de la région dans la lutte contre ce groupe criminel». Cette rencontre justement participe, a-t-il affirmé, de «la réponse globale que nous nous devons donner à cette menace tout aussi globale». Il a indiqué que la mobilisation internationale contre ce phénomène s'est «davantage affirmée, permettant aujourd'hui une approche plus ciblée de ce fléau et de ses ramifications», ajoutant que des «avancées ont été enregistrées dans la compréhension commune de quelques-uns des principaux leviers de cette menace». «Il en est ainsi des sources de financement du terrorisme, des causes et voies de radicalisation, des filières de recrutement et d'enrôlement dans les groupes terroristes, du traçage et de la gestion des combattants terroristes étrangers ou encore de la sécurisation des frontières, la collecte, le partage en temps utile du renseignement, le renforcement des capacités institutionnelles des Etats ainsi que le besoin de densification de la coopération sécuritaire», a-t-il assuré. M. Messahel a noté que ces progrès étaient «encourageants et doivent être traduits en programmes et instruments effectifs de coopération bilatérale, régionale et internationale». Il

a indiqué que c'était «un fait établi que le terrorisme se développe dans les situations de conflit et de chaos», affirmant que «le combattre efficacement impose aussi l'urgence de trouver des solutions politiques aux situations conflictuelles que celui-ci exploite à son avantage».

## L'Algérie et l'Italie renforcent leur coopération

L'Algérie et l'Italie sont déterminées à renforcer la lutte contre la menace terroriste, notamment celle qui prévaut en Libye, ont affirmé, avant-hier à Alger, le ministre délégué chargé des Affaires maghrébines et africaines, Abdelkader Messahel, et le vice-ministre italien des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Lapo Pistelli. Dans un point de presse animé à l'issue des travaux de la réunion du groupe de contact algéro-italien de haut niveau sur la lutte contre le terrorisme, M. Pistelli estime que «l'Algérie et l'Italie sont capables de faire face à la menace terroriste de l'organisation terroriste autoproclamée Etat islamique (EI/Daech)». «L'amitié algéro-italienne et leur coopération dans la lutte antiterroriste est plus forte que la menace terroriste», a souligné M. Pistelli. Evoquant le trafic d'armes qui prolifère en Libye et certains pays voisins, l'intervenant considère que toute la région du Sahel est menacée par les trafics d'armes et de drogue. **M. B./APS**

Problèmes de gestion, absence de chambres froides...

# Pomme de terre : les raisons des turbulences

■ Les fluctuations que connaît la filière pomme de terre depuis plusieurs mois déjà, reflètent amplement la défaillance des instruments mis en œuvre pour la régulation du marché des produits de large consommation, il y a quelques années, à l'instar du Syrpalac (système de régulation de produits agricoles de large consommation), a indiqué hier, Fouad Chehat, directeur général de l'Institut national de recherche agronomique (INRAA).

Ph/Le Jour



Par Louiza Ait Ramdane

Cette défaillance de système de régulation du marché des produits de large consommation est due, selon les explications de directeur général de l'INRAA, au manque flagrant des chambres froides au niveau national au moment du surplus de la récolte, mais également, soutient-il au dysfonctionnement dans la gestion de circuit de distribution et du marché lui-même. «Le secteur n'a pas de plate-forme de distribution que les producteurs se sont regroupés en coopérative pour unifier les prix», a tenu à expliquer l'invité de la Chaîne III. Selon lui, le marché de la pomme de terre a connu un surplus de la récolte saisonnière. Théoriquement, ces quantités devraient être déstockées durant les mois de pénurie,

constituant la période de soudure. Mais, regrette-t-il, «rien n'est fait pour organiser la filière pomme de terre, notamment pour favoriser des variétés destinées à l'industrie et développer une industrie agro-alimentaire». C'est ce qui explique en grande partie, le maintien de prix de ce produit qui constitue l'une des bases essentielles du système alimentaire des ménages algériens, au-dessus du pic des 100 DA le kilogramme depuis des mois.

Fouad Chehat déplore également l'incapacité de l'Algérie à prendre les mesures nécessaires pour développer son industrie agroalimentaire. «On sait ce qu'il faut faire, mais on ne le fait pas», regrette-t-il. Pour lui, y a un décalage entre le potentiel existant et les méthodes et des structures dépassées qui bloquent le développement de

l'agriculture. «Tout le monde est d'accord pour dire qu'il faut moderniser l'agriculture, mais rien ne se fait», a-t-il déclaré. Citant le cas de la pomme de terre. Pour les céréales également, la production atteint actuellement une moyenne de 17 quintaux à l'hectare. «Il faut aller à une moyenne de 30 quintaux au moins», a-t-il dit. La production de céréales reste essentiellement tributaire de la pluviométrie, alors qu'il est possible de «réduire d'au moins 50% les importations actuelles». A cela s'ajoute la filière de l'huile d'olive qui bat de l'aile. L'Algérie devrait avoir une place de choix dans le monde méditerranéen, mais la production bute sur une industrie peu performante, et un système de collecte primitif. «Parmi certaines filières qui n'arrivent pas à décoller, il y a la filière l'huile qui ne se développe pas

en raison de la faiblesse du tissu industriel, composé seulement de petites huileries». Cependant, a-t-il encore ajouté, «à la limite, ce n'est pas le plus gros problème, le souci réside dans la distribution du produit fait sous des formes qui ne sont jamais artisanales», a-t-il expliqué.

Fouad Chehat a aussi noté que les filières de l'agroalimentaire les plus prospères sont appuyées par des produits d'importation, comme les céréales et le lait. Pour les autres filières, l'on enregistre des faiblesses liées à deux facteurs essentiellement, faiblesse de la production et défaillance des circuits de commercialisation. Cela n'empêche pas certaines filières de commencer à s'imposer à l'export, comme celles des boissons et du sucre.

L. A. R.

Crise à l'APC de Seddouk / Béjaïa

## La coalition FFS-RCD se désagrège

La crise qui secoue l'APC de Seddouk depuis plus de deux mois se corse à la faveur du boycott de la majorité de ses élus de la session publique de l'assemblée qui devait se tenir, avant-hier, à la salle des fêtes de la mairie. La session a tourné court. Le président de l'APC a dû l'annuler avant son commencement faute de quorum, car seuls neuf élus, partisans du maire, en l'occurrence, étaient présents. Les dix autres élus ont boudé la séance. Ces derniers sont issus de la liste des indépendants (5), FLN (3), RCD (1) et RND (1). La coalition FFS-RCD se désagrège désormais. L'élus du RND qui a rallié la coalition l'a quitté quelque temps plus tard pour rejoindre l'opposition qui forme depuis la nouvelle majorité. Lors de la session d'avant-hier, il a préféré prendre place parmi l'assistance, signifiant au maire et ses partisans qu'il est venu assister en tant que citoyen à l'assemblée et qu'il est désormais dans l'autre camp. Le maire a menacé de délibérer prochainement si le quorum ne sera pas encore atteint. Pour

rappel, une assemblée avait été convoquée il y a tout juste un mois pour aborder le bilan de l'année 2014 et les PCD 2015, mais celle-ci avait été bloquée par des villageois d'Akhnak et par l'opposition qui avait à l'époque huit élus. «Des projets toujours bloqués alors que la date limite de dépôt des délibérations est fixée à aujourd'hui», nous dit un élu hier. La raison du divorce entre la majorité des élus et l'exécutif, à sa tête le maire, a commencé par une mésestime au sujet de la tenue des assemblées le week-end (samedi) sur laquelle se sont entendus tous les élus, alors que le maire a imposé la journée du lundi. D'autres raisons ont mis aussi en colère la majorité des élus, à savoir «le refus» du maire de communiquer le bilan de l'APC avant la tenue de la réunion pour pouvoir l'examiner et s'y prononcer. Un bilan qui devait être communiqué au public. Les élus ont boudé aussi la séance en raison de leur «marginalisation» dans la répartition des PCD 2015. Ces reproches sont, selon un élu, «des entorses au code com-

munal, voire un déni de droit». Enfin, le début de la crise au niveau de cette APC remonte déjà à plusieurs mois auparavant. Les huit élus de l'opposition (cinq de la liste des indépendants et trois du parti FLN) n'étaient pas en accord, sur le plan politique, avec le président de l'APC de Seddouk. Au départ, un élu du RND avait rejoint l'alliance FFS et RCD et ce dernier leur a faussé compagnie, mais un autre élu indépendant a rallié la coalition qui a retrouvé sa majorité avant de la quitter. Puis, c'était au tour du vice-président, Salim Amiri (RCD) de quitter l'exécutif et de rejoindre la nouvelle majorité en dépit de la médiation de son parti. En fait, «il y a un grave problème relationnel entre élus, et l'alliance est désormais fragile», dira notre interlocuteur. «Le vice-président démissionnaire demande un peu de considération au maire et à son parti même s'il est démissionnaire. Il leur reproche de l'inviter aux réunions juste le jour des délibérations.»

H. Cherfa

EDITO

## Entre le Cnapeste et le choléra...

Suite de la page une

Auparavant, ils avaient émis la même réticence, plutôt le refus, à l'endroit des CD proposés par Benghebrît, l'une des rares ministres de l'Education qu'on ait connus (hormis ses flagrantes lacunes de communication), à connaître et maîtriser parfaitement son domaine. Il est évident que les lycéens ne se rendent pas compte qu'en boycottant les cours dispensés durant les vacances solaires, et en se cramponnant mordicus à l'idée du «seuil», ils ne font qu'aggraver la situation, déjà peu reluisante, et augmenter les retards, déjà énormes. De plus, cette catégorie, composée principalement d'adolescents, est connue pour avoir un penchant affirmé pour profiter d'une fermeture des classes et pour être partisans du moindre effort. De là à dire à l'image de ceux censés les conseiller, à savoir leurs enseignants, il n'y a qu'un pas que nous franchirons allègrement et en toute conviction, tant ces experts en exigences ont perdu toute crédibilité, y compris parmi ses fervents défenseurs, la presse. Le Cnapeste a maintenant beau s'échiner à faire amende honorable, à jurer sur ses grands dieux et à crier sur tous les toits que ses membres vont tout faire pour rattraper le temps perdu, une seule formule s'érige face à cette volte-face : trop tard ! C'est quand même pathétique qu'un syndicat autonome, représentant l'une des nobles catégories de travailleurs, du moins censée être noble, celle des enseignants, en arrive à devenir la risée de la société et à faire l'objet d'un «tourage en ridicule» balancé en boucle sur les réseaux sociaux. Mais maintenant, rien ne sert de remuer le couteau dans la plaie. L'heure est à la prise de décisions pour sauver de l'année scolaire ce qui peut l'être. Les ravages sont consommés sur le niveau solaire mais, diriez-vous, au point où il en est... Par contre, c'est le moment de voir l'avenir de l'école algérienne sous le sceau de «plus jamais ça», et entrevoir à l'avance, des mesures d'évitement de ces grèves qui durent plus d'un mois, et ce, en prévoyant des solutions radicales de remplacement de la dispense du savoir au bénéfice des seuls élèves. C'est dès maintenant et pas devant le fait accompli que doivent être étudiées les solutions palliatives, à l'avance, pour ne pas agir comme les enseignants du Cnapeste, en pompier du feu qu'ils ont eux-mêmes allumé...

N. S.

Aviation

# Le transport aérien au menu d'un prochain Conseil interministériel

■ «Il y a un dossier au niveau du gouvernement qui sera étudié incessamment et qui touche non seulement Air Algérie mais tout le transport aérien», a souligné Amar Ghoul, en réponse à une question de la presse.

Par Halim T.

Les perturbations enregistrées ces derniers jours dans le programme des vols à l'aéroport international d'Alger et la situation actuelle dans le transport aérien seront examinées lors d'un prochain Conseil interministériel, a annoncé mardi à Alger le ministre des Transports, Amar Ghoul.

«Il y a un dossier au niveau du gouvernement qui sera étudié incessamment et qui touche non seulement Air Algérie mais tout le transport aérien», a souligné Amar Ghoul en réponse à une question de la presse, en marge de sa visite au siège de l'entreprise de transport urbain et suburbain d'Alger (Etsusa).

«On va engager toutes les mesures qu'il faut, en plus de

celles déjà en vigueur. Lorsque le conseil adoptera le dossier du transport aérien soumis par le ministère des Transports, nous aurons un bilan exhaustif en ce qui concerne la maîtrise du transport aérien», a encore indiqué le ministre.

Il a par ailleurs souligné que «les perturbations touchent tous les aéroports du monde». Des «solutions seront proposées suite au prochain Conseil interministériel», a-t-il dit.

Une grève de deux jours des travailleurs de la Société de gestion des services et infrastructures aéroportuaires (SGSIA) avait perturbé le programme des vols nationaux et internationaux le 8 mars. Quelques jours plus tard, le pavillon national Air Algérie avait annulé ou retardé plusieurs vols domestiques.

H T./APS



PVE - Soraya/A.A.

48 morts et 1 400 blessés en une semaine

## Ce fléau de la route qui tue...



Quarante-huit personnes ont trouvé la mort et 1 462 autres ont été blessées dans 1 212 accidents de la circulation, a indiqué hier, la Protection civile. Le mois de mars n'est pas encore achevé et voilà

que des chiffres effarants apparaissent en ce qui concerne les accidents de la route. 48 personnes ont trouvé la mort dans des accidents de la route et 1 462 ont été blessées, un bilan enregistré entre le 15 et le

21 mars au niveau national. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Tamanrasset avec 13 morts et 41 blessés dans neuf accidents de la route, a précisé hier, la Protection civile.

Et pour ce 22 mars, six personnes sont mortes et 19 autres ont été blessées dans des accidents, a indiqué avant-hier la même source. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Constantine avec 2 décès (femmes) et 5 blessés suite à une collision entre 3 véhicules légers survenus sur la RN 79 dans la commune d'Ouled Rahmoune, a précisé la même source.

Durant la période allant du 8 au 14 mars courant, il y a eu déjà 37 morts et 1 302 autres ont été blessés dans 1 206 accidents de la circulation routière survenus à travers le pays, a indiqué la Protection civile dans un communiqué. Selon la même source, le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Laghouat où quatre personnes sont

mortes et 22 autres ont été blessées, a précisé la même source.

Par ailleurs, les unités de la Protection civile ont effectué 1 095 interventions pour procéder à l'extinction de 687 incendies urbains, industriels et incendies divers, a ajouté la même source.

Une triste réalité, cette route qui tue de plus en plus de personnes car il ne se passe pas un jour sans que la Protection civile n'affiche des chiffres à déplorer. Les excès de vitesse sont la cause principale des accidents mortels. L'Algérien semble aussi ne pas respecter l'intervalle de sécurité entre deux véhicules qui doit être, au moins, de 2 secondes. Or, dans la circulation, moins de 50% des véhicules respectent cette règle. Les collisions par l'arrière et en chaîne occasionnent 6 % des tués de la route et 16,4% des blessés.

Thinhinene Khouchi

Bilan de la police judiciaire de la Sûreté de wilaya d'Alger

## Des chiffres alarmants sur les infractions au code de la route

Des chiffres inquiétants annoncés sur les délits et infractions au code de la route. Les services de la police judiciaire de la Sûreté de Wilaya d'Alger ont procédé à pas moins de 3 538 retraits immédiats de permis de conduire durant seulement le mois de février. Toujours durant la période, pas moins de 11 680 différents délits ont été enregistrés par les mêmes services. Le non-respect du code de la route a engendré de nombreux accidents de la route. Rien que pour le mois de février, 69 accidents meurtriers ont causé 2 morts et 77 blessés. L'erreur humaine et le non-respect du code de la route restent à l'origine de plus

de 80% des accidents. La cause de ces accidents est due essentiellement aux non-respect du code de la route, refus de priorité, dépassement dangereux et surtout, l'excès de vitesse. L'état vétuste des routes, la défection matérielle et le défaut de signalisation viennent en dernière position. En plus de la répression, les services de sécurité concentrent également leurs efforts sur la sensibilisation.

Par ailleurs, les services de la Sécurité publique de la Sûreté de Wilaya d'Alger ont mené 975 opérations de maintien de l'ordre, et 164 interventions diverses, en plus de 297 actions entreprises par les services de la

Police de l'urbanisme et la protection de l'environnement.

Par ailleurs, le bilan de la Sûreté de wilaya fait état de 1 993 opérations concernant les activités de lutte contre la criminalité urbaine pour lesquelles 1 953 personnes ont été interpellées et furent déferées devant les instances judiciaires dont 724 pour détention et usage de stupéfiants ou substances psychotropes, 231 pour port d'armes prohibées et 998 pour divers délits.

Pour les atteintes aux biens, les mêmes services ont traité pas moins de 341 affaires. 652 affaires ayant trait aux atteintes aux personnes, dont quatre

affaires d'homicide.

S'agissant des affaires liées aux délits contre la famille et aux bonnes mœurs, les services de la Police judiciaire ont traité 24 délits, ainsi que le traitement de 350 délits relatifs à la chose publique, et 62 délits à caractère économique et financier. Concernant le port d'armes prohibées, ces mêmes services ont traité 207 affaires, impliquant 231 personnes présentées devant les instances judiciaires, dont 131 personnes ont été placées sous mandat de dépôt.

Au registre des affaires relatives aux infractions en matière de stupéfiants, durant la même période, 564 affaires impliquant

724 personnes ont été traitées, ce qui s'est soldé par la saisie de 12 484 Kg de résine de cannabis, 11.76 g de héroïne, et 01.97 g de cocaïne, ainsi que 5 128 comprimés psychotropes et 40 flacons de produits psychotropes.

Concernant les activités de la Police générale, le même bilan mentionne que les forces de la Police ont effectué 226 opérations de contrôle de professions réglementées ayant entraîné l'exécution de 32 arrêtés de fermeture ordonnés par les autorités compétentes.

Louiza Ait Ramdane

## Partenariat économique

## Bouchouareb entame une visite en Italie

■ Le ministre de l'Industrie et des Mines, Abdesselam Bouchouareb, a entamé hier une visite de trois jours en Italie, qui vise à renforcer le partenariat économique entre l'Algérie et ce pays de l'Union européenne.

Ph/Mehdi B./J.A.



Par Souad H.

La visite de M. Bouchouareb, qui est accompagné d'une délégation composée de responsables de son département ministériel, de chefs d'entreprises ainsi que des présidents, respectivement du Forum des chefs d'entreprises (FCE) et de la Chambre algérienne du commerce et d'industrie (Caci), sera marquée par la tenue, aujourd'hui à Milan, d'un forum économique algéro-italien en présence d'organisations patronales et hommes d'affaires italiens. Le ministre avait, à plusieurs occasions, exprimé la volonté de l'Algérie de multiplier les projets de coopération algé-

ro-italienne dans le secteur industriel à travers des partenariats mutuellement bénéfiques incluant les PME des deux pays. C'est que l'approche économique de l'Algérie repose, essentiellement, sur la réorientation des investissements vers les projets industriels à même de contribuer à la diversification de l'économie nationale et, partant, à la réduction des importations qui connaissent un emballement sans précédent dans un contexte de forte baisse des cours pétroliers. A la faveur de la visite effectuée, en juin dernier à Alger, par la ministre italienne du Développement économique, Federica Guidi, l'Algérie et l'Italie ont identifié des secteurs susceptibles de constituer des

domaines de partenariat et d'investissement entre les deux pays. L'énergie, la mécanique, l'électromécanique, l'agriculture, la santé, l'agroalimentaire ainsi que les infrastructures (autoroutes, chemins de fer...) figurent parmi les secteurs visés par la coopération bilatérale. La sous-traitance dans le secteur automobile et l'agroalimentaire essentiellement est aussi l'un des domaines proposés au partenariat avec les Italiens et dans le cadre duquel un catalogue de projets communs, comportant 38 projets, est en cours d'élaboration. Selon l'Agence nationale du développement des investissements (Andi), le nombre de projets d'investissement italiens inscrits est estimé à 26 dont 14,

relevant de l'industrie, sont opérationnels. Quant aux projets existants, il y a lieu de citer celui de la cimenterie en partenariat avec le secteur public algérien à Hadjeret Soud (Skikda) avec un management confié au partenaire italien, qui prévoit une production supplémentaire de 500 000 tonnes. Un protocole d'accord de partenariat entre le groupe public algérien «Elec El Djazair» et le groupe italien Ducati Energia a aussi été signé récemment pour la création d'une joint-venture de fabrication de batteries condensateurs. Il s'agit de la mise en place d'une société algéro-italienne entre ces deux groupes, qui sera spécialisée dans la production de batteries condensateurs de moyenne tension pour la compensation de l'énergie réactive. Une autre joint-venture, basée à Azazga (Tizi-Ouzou), spécialisée dans la production de transformateurs électriques devrait voir le jour prochainement. Ce projet sera conçu en partenariat triangulaire entre Elec El Djazair, le groupe Sonelgaz et une société italienne. Par ailleurs, le groupe industriel Danieli spa, spécialisé dans l'acier et la sidérurgie, avait décroché le marché pour la réalisation des laminiers du complexe sidérurgique Bellara (Jijel) appartenant au groupe algéro-qatari Algerian Qatari Solb (AQS). Sur le plan commercial, l'Italie s'est classée, en 2014, au rang de 2<sup>e</sup> client de l'Algérie et son 3<sup>e</sup> fournisseur avec un volume d'échanges supérieur à 13 milliards de dollars. Une balance excédentaire pour l'Algérie, dominée par les exportations de gaz assurées par le gazoduc Enrico-Mattei reliant le pays à l'Italie via la Tunisie. Quant à la décision finale de la construction du gazoduc Galsi qui devrait

relier l'Algérie à l'Italie, via la Sardaigne, elle avait été reportée pour avril prochain, avait fait savoir récemment le P-dg par intérim de Sonatrach, Saïd Sahnoun. Dans ses négociations, Sonatrach va rester sur une démarche dont elle ne se départira pas et qui consiste à dire que le Galsi a été conçu et sera réalisé pour transiter du gaz algérien vers l'Italie, via la Sardaigne, et le reste de l'Europe, au lieu de toute autre alternative limitant l'itinéraire du gazoduc, avait expliqué le patron de Sonatrach. Sonatrach détient une part de 41,6% dans la société du projet Galsi aux côtés des deux partenaires italiens Edison et Enel.

S. H. /APS

### Baisse du prix du pétrole L'or noir tiré par l'affaiblissement du dollar

LES PRIX du pétrole tentaient de se reprendre hier en cours d'échanges européens, toujours aidés par un dollar faible, mais restaient contenus par un indice chinois de production manufacturière décevant. A Londres, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mai valait 56,20 dollars en début d'après-midi, en hausse de 28 cents par rapport à la clôture de lundi. A New York, le baril de «light sweet crude» (WTI) pour la même échéance gagnait 24 cents à 47,69 dollars.

L'affaiblissement du dollar continuait d'apporter un peu de soutien au cours du pétrole, car il rend les achats d'or noir, libellés en billet vert, moins onéreux pour les investisseurs munis d'autres devises. «Le dollar affaibli a offert un élanhausier au marché du pétrole portant les cours du WTI vers 48 dollars le baril et le Brent vers les 57 dollars le baril», notait Myrto Sokou, analyste chez Sucden. Mais la publication de chiffres décevants sur la production manufacturière en Chine inquiétait les marchés, le pays étant le deuxième plus gros consommateur de pétrole au monde après les Etats-Unis. L'activité manufacturière chinoise s'est fortement contractée en mars, effaçant le rebond de février sous l'effet d'une demande morose, selon un indice préliminaire publié hier par la banque HSBC. Du côté de l'offre, les marchés attendaient la publication des chiffres de la fédération professionnelle American Petroleum Institute (API) sur le niveau des stocks américains de brut.

R.E.

## Conférence sur la transition énergétique

## Youcef Yousfi demain à Berlin

Le ministre de l'Energie, Youcef Yousfi, participera, jeudi et vendredi à Berlin (Allemagne), à une conférence sur la transition énergétique dans le monde, a indiqué hier un communiqué du ministère. Cet événement regroupera des ministres en charge de l'énergie, des responsables de la politique étrangère énergétique, des représentants des milieux industriels et des acteurs du monde scientifique, administratif et de la

société civile. Lors de cette conférence, intitulée «Dialogue de Berlin sur la transition énergétique», M. Yousfi prendra part à un panel ministériel sur les projets phares internationaux des énergies renouvelables, précise le communiqué. L'objectif de cette conférence, organisée par le gouvernement allemand en collaboration avec la Fédération allemande pour les énergies renouvelables (BEE), est de donner une impulsion à la tran-

sition énergétique mondiale et de permettre d'élaborer des suggestions en vue de futurs choix politiques en matière d'énergie. En marge de ce rendez-vous, le ministre rencontrera son homologue allemand, Sigmar Gabriel, avec lequel il procédera à la signature de la déclaration d'intention commune algéro-allemande pour un partenariat énergétique.

L.M.

## Eurozone

## Le rythme de croissance s'accélère dans l'activité privée

La croissance de l'activité privée s'est accélérée en mars dans la zone euro, avec un indice PMI au plus haut depuis près de quatre ans, selon une première estimation publiée hier par le cabinet Markit. Le PMI composite de la zone euro s'est établi à 54,1, contre 53,3 en février. Lorsqu'il est supérieur à 50 points, cela signifie que l'activité progresse, tandis qu'elle se replie s'il est inférieur à ce seuil. «Cette nouvelle résonne positivement dans une région où les effets du pro-

gramme d'assouplissement quantitatif de la BCE sur l'économie réelle sont très attendus», estime Chris Williamson, économiste chez Markit. Ces chiffres devraient se traduire par une croissance de 0,3% au premier trimestre, selon l'économiste. Dans le détail, «la croissance du secteur des services reste supérieure à celle de l'industrie manufacturière, les taux d'expansion se redressant toutefois dans les deux secteurs», poursuit-il. Le PMI services s'est établi en mars à 54,3

(après 53,7 le mois précédent) et le PMI manufacturier à 51,9 (après 51,0 en février). «Si les consommateurs, attirés par les prix bas, ont contribué aux bonnes performances des prestataires de services et des fabricants, l'industrie manufacturière a également été stimulée par les exportateurs profitant de la baisse de l'euro», ajoute M. Williamson. Ce sont les exportateurs allemands qui ont le plus bénéficié de la baisse de l'euro, indique Teunis Brosens de la banque ING.

K.F.

Djanet

## Un institut de tourisme et d'artisanat bientôt créé

Le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Nouredine Bedoui, a annoncé à Djanet (420 km d'Illizi) la création prochaine, dans cette ville, d'un institut de formation spécialisé dans le tourisme et l'artisanat.

Par Salim O./APS

«Un institut spécialisé de formation dans le domaine du tourisme et de l'artisanat sera créé à Djanet, au regard de sa vocation touristique», a affirmé M. Bedoui, lors de son inspection, en compagnie du ministre de la Jeunesse, Abdelkader Khomri, de l'institut spécialisé en formation professionnelle «Brahim-Ag-Bekedda».

M. Bedoui a annoncé, à cette occasion, la dotation prochaine des centres de formation, dans la wilaya d'Illizi, en équipements pédagogiques nécessaires, en plus de l'ouverture de nouvelles spécialités de formation pour dynamiser le conseil de partenariat de la wilaya. Il a, à ce titre, appelé à étoffer davantage les filières de formation afférentes aux activités touristiques, eu égard à la vocation touristique, par excellence, de la ville de Djanet. Mettant à profit cette tournée de travail, le ministre de la Formation professionnelle a donné le départ du centre de formation itinérant, devant permettre aux jeunes dans les régions reculées de bénéficier des opportunités de formation, avant de visiter, au quartier Azelouaz, l'établissement de



Djanet la magnifique

formation «Mechaouri-Mohamed» et écouté un exposé sur ses activités.

Sur site, le ministre a appelé les responsables concernés à accélérer la mise en exploitation de l'internat de ce centre, d'une capacité de 60 lits.

Pour sa part, le ministre de la Jeunesse a procédé à la pose de la première pierre d'un

projet de salle polyvalente, pour laquelle a été allouée une enveloppe de 30 millions DA, au titre du programme de soutien à la croissance de 2014.

M. Khomri a convié les responsables en charge de ce projet de veiller au respect des délais de sa réalisation fixés à 15 mois. Couvrant une surface de plus de 345 m<sup>2</sup>, cette struc-

ture disposera d'une bibliothèque, d'une salle d'Internet, d'un espace d'exposition et d'un pavillon d'accueil.

La visite des deux ministres dans la wilaya s'est poursuivie lundi avec l'inspection, au chef-lieu de wilaya, d'autres projets relevant de leurs secteurs respectifs.

S.O./APS

Béchar

## Lancement avant la fin de 2015 des travaux d'une STEP

Les travaux de réalisation d'une station d'épuration des eaux usées (STEP) à Béchar seront lancés avant la fin de 2015, a-t-on appris auprès de la direction locale des Ressources en eau.

Ce projet, d'un coût de plus de 300 millions DA dégagé au titre du programme de développement sectoriel, sera localisé deux kilomètres au sud de la commune de Béchar, à proximité du lit de l'oued éponyme, et ce, sur une superficie de 40 hectares, a-t-on précisé. Les retards accusés dans le lancement de ce projet, inscrits depuis plus de trois ans, sont imputés aux études qui viennent d'être finalisées et adoptées, selon la même source. Destinée à la prise en

charge des eaux usées d'une population de 386 000 habitants à l'horizon 2040, elle aura une capacité de traitement de 40 000 mètres-cubes par jour, pouvant être revue à la hausse, a-t-on souligné.

Cette station de cinquième génération permet de traiter les eaux usées, qu'elles soient d'origine domestique ou industrielle, dans le but de les collecter, puis de les épurer avant de pouvoir les réinjecter en milieu naturel sans risque de polluer l'environnement. Un réseau d'assainissement et de collecte des eaux usées, qui s'étend sur 400 km à travers la ville, permettra l'acheminement de ces eaux usées vers cette STEP où elles seront traitées, en fonction de la capa-

acité d'acceptation du milieu naturel dans lequel elles seront rejetées, à savoir Oued-Béchar, et des besoins d'irrigation agricole, a-t-on expliqué.

Ce projet, retenu dans le cadre du renforcement des ouvrages hydrauliques dans la wilaya, verra aussi la concrétisation d'un programme de réalisation de six stations de traitement et d'épuration des eaux usées de plusieurs grands centres urbains de la région, dans le cadre du programme quinquennal 2014-2019, en vue de la réutilisation de ces eaux, une fois traitées, à des fins d'irrigation agricole, selon la direction locale du secteur.

L.B.

Skikda

## Vaste action de réhabilitation des routes endommagées par les intempéries

Une vaste opération de réhabilitation et d'aménagement des artères de la ville de Skikda, notamment les chaussées endommagées par les récentes intempéries, vient d'être lancée, a-t-on constaté hier. Supervisée par le wali, Faouzi Benhassine, l'opération touchera l'ensemble du réseau intra-muros dans la

ville de Skikda où les dernières pluies ont rendu impraticables de nombreuses artères du centre la cité.

Les travaux, qui s'étaleront sur une période de 2 à 6 mois, cibleront en priorité la route dite «de Collo», sur une distance de 700 mètres, l'axe reliant la cité Arc-en-ciel à l'école primaire

Benkhodja et la route de la colline Beni-Malek.

L'opération touchera également la rue Sidi-Ahmed sur une distance de 3 000 m, la route menant à la cité des frères Soltane, la rue Bachir-Boukadoum entre la cité des «700 logements» et la place des Martyrs, ainsi que des chaussées de la vieille ville. Une enveloppe de plus de 560 millions de dinars a été mobilisée pour la réalisation de ces projets destinés à mettre un terme aux énormes désagréments causés aux automobilistes lorsqu'ils circulent dans le centre de Skikda, a-t-on précisé à la wilaya.

A.O./APS

## Souk Ahras Programme de plantation de 150 000 hectares en oliviers

LA CAMPAGNE de plantation d'oliviers, programmée dans la wilaya de Souk Ahras au titre de la campagne 2014-2015, vise à créer des oliveraies totalisant 150 000 hectares dans plusieurs communes, a indiqué un cadre de la direction des services agricoles (DSA). Le chef du service de l'organisation de la production et du soutien technique, Mohamed-Kamel Hamza, a précisé que 20 000 arbustes ont déjà été mis en terre sur une superficie de 50 hectares dans la commune de Drea, en attendant la plantation, dans cette zone, de 40 000 oliviers. Le programme touchera également les communes du sud de la wilaya, en l'occurrence Lahdadda, Taoura, Sidi-Fredj, M'daourouch, Oued El Kebrir, Bir Bouhouche et Safel Ouidène, selon le même responsable qui a indiqué que la DSA poursuit la sensibilisation des fellahs pour développer la culture de l'olivier, au même titre que l'élevage bovin laitier, en coordination avec la chambre d'agriculture. M. Hamza a également souligné que l'irrigation au goutte-à-goutte se pratique actuellement sur une centaine d'hectares dans la wilaya de Souk Ahras pour la culture de l'olivier. Les communes du sud de la wilaya, dominées par l'aridité et la sécheresse des sols, à l'image d'Oued El Kebrir et de Terguel, abritent désormais 535 hectares d'oliviers, selon la même source qui a rappelé que dans la wilaya de Souk Ahras les superficies consacrées à l'olivier sont passées de 3 985 hectares en 2013 à 7 737 hectares en 2015.

N.T

## Téléphonie fixe Vif engouement pour la 4G LTE à Oum El Bouaghi

LA TÉLÉPHONIE de 4<sup>e</sup> génération (4G LTE) en mode fixe suscite un vif engouement dans la wilaya d'Oum El Bouaghi où le nombre d'abonnés a atteint, en peu de temps, les 1 832 personnes, a indiqué le directeur de la poste et des TIC, Athmane Zebidi. Le réseau mis en place pour la 4G LTE a concerné les zones actuellement non couvertes par l'ADSL (Internet haut débit), a ajouté ce responsable, faisant part de l'entrée en service de quatre stations dans les principales agglomérations de la wilaya. Afin de répondre aux besoins en constante évolution de la population en matière de fourniture d'accès à la 4G LTE, 17 nouvelles stations pour lesquelles le choix des terrains d'assiette «est en cours», seront créées, soit deux au chef-lieu de wilaya, trois à Ain Beida, trois à Ain M'ilia, et neuf autres réparties sur autant de communes. L'utilisation de cette nouvelle technologie de l'information et de la communication permet un débit voisin des 20 mégabits/seconde, a signalé la même source.

R.R.



Tunisie

# La réouverture du musée du Bardo reportée pour raisons de sécurité

■ Cet acte «symbolique» devait intervenir moins d'une semaine après l'attentat. La réouverture au public du musée du Bardo, prévue hier, près de Tunis, est reportée sine die pour «des raisons de sécurité», a indiqué la chargée de communication du musée.

Par Mondji T./Agence

«**N**ous avons été surpris à la dernière minute mais, pour des raisons de sécurité, on ne peut pas recevoir un grand nombre de visiteurs, selon le ministère de l'Intérieur», a-t-elle déclaré, confirmant, en revanche, la tenue d'une «cérémonie officielle» dans l'après-midi au musée.

Une série de mesures ont été décidées en Tunisie pour rétablir la sécurité, renforcer la protection des zones touristiques et le contrôle de la frontière avec la Libye, a indiqué le gouvernement tunisien dans un communiqué sanctionnant une réunion de la cellule de crise.

La cellule, mise en place suite à l'attaque terroriste contre le musée du Bardo qui a fait 22 morts, a décidé de «parfaire la surveillance des entrées des villes et de tenir des réunions périodiques au niveau central et régional entre les institutions sécuritaires et militaires pour renforcer la coordination et conférer

plus de rigueur aux opérations d'intervention», a rapporté l'agence de presse tunisienne TAP. Il sera procédé aussi à «l'accélération de la mise en place du système de vidéosurveillance dans les espaces publics à Tunis-ville en attendant sa généralisation dans d'autres villes, dans une étape ultérieure» et à «la fermeture des mosquées construites sans autorisation, en attendant de régulariser leur situation».

Il a été décidé aussi de récupérer les mosquées qui «diffusent un discours takfiriste et prônent la haine et la violence», et de poursuivre la campagne de lutte contre les étalages anarchiques autour des mosquées.

La réunion a été présidée par le Chef du gouvernement, Habib Essid, en présence des ministres de l'Intérieur et de la Défense nationale et de plusieurs hauts responsables sécuritaires et militaires.

L'attaque terroriste du musée du Bardo, les circonstances de son déroulement et ses conséquences, ainsi que la situation



sécuritaire dans le pays en général ont été au centre de la réunion tenue au Palais du gouvernement, à la Casbah.

### L'attaque vise à «compromettre l'expérience démocratique»

Le ministre tunisien des Affaires étrangères, Taieb Baccouche, a déclaré à Tunis que l'attaque terroriste, perpétrée mercredi au musée du Bardo, «visait à compromettre l'expérience démocratique réussie en Tunisie».

S'exprimant à l'issue d'un entretien avec l'envoyé spécial de la présidente de la Commission de l'Union africaine

pour consolider la détermination du gouvernement tunisien à relever les défis sécuritaires dont la lutte contre le terrorisme».

Il a affirmé aussi la détermination de son pays à poursuivre ses efforts pour «un développement économique global et durable et un bien-être social», rapporte l'agence tunisienne TAP.

Le chef de la diplomatie tunisienne a souligné que la sécurité de la Tunisie et sa stabilité étaient «tributaires de celles de la Libye», réaffirmant, par ailleurs, que la crise libyenne «ne peut se dénouer que par les Libyens eux-mêmes» et par une «volonté politique partagée par l'ensemble des acteurs libyens».

M. T./Agence

### Un soldat tué et quatre blessés dans une embuscade au nord-ouest du pays

Un soldat de l'armée tunisienne a péri et quatre autres ont été blessés dans la nuit de dimanche à lundi dans l'explosion d'une mine terrestre à environ 15 kilomètres de Sakiet Sidi Youssef, une localité de Kef, une province du nord-ouest du pays, a annoncé le ministère tunisien de la Défense. Selon les premières données, des terroristes déjà retranchés depuis plusieurs semaines dans des hauteurs de cette zone, ont miné une piste auxiliaire fréquemment utilisée par des unités militaires pour ratisage ou transport de soldats. Selon certains experts tunisiens, cet attentat terroriste aurait été commandité par une cellule terroriste retranchée dans les hauteurs nord-ouest de la Tunisie. Cette embuscade terroriste survient moins d'une semaine après la prise d'otage contre le musée du Bardo à Tunis, qui s'est soldée par 23 morts, dont 20 touristes de différentes nationalités

M. T.

## Crise libyenne

# L'émissaire de l'ONU pour la Libye en visite à Tobrouk et à Tripoli

L'émissaire de l'ONU pour la Libye, Bernardino Leon, a rencontré, dans la nuit de lundi à mardi, des responsables des gouvernements rivaux de Libye installés à Tripoli et à Tobrouk (est), ont indiqué des médias et des sources gouvernementales.

M. Leon «a rencontré le ministre des Affaires étrangères (lundi soir) à l'aéroport de Tobrouk et ils ont évoqué le dialogue en cours», a indiqué une source du ministère des Affaires étrangères à Tobrouk (reconnu par la communauté internationale).

Une autre source gouvernementale a précisé que «pendant la réunion (...) une manifestation a eu lieu devant l'aéroport, et il a donc été décidé qu'il ne rencontrerait que le chef de la diplomatie avant de repartir».

Selon des témoins cités par des médias, plusieurs dizaines de manifestants ont bloqué la sortie de l'aéroport en brandissant des banderoles proclamant «non au dialogue avec le terrorisme». M. Leon est arrivé plus tard à Tripoli où il s'est réuni avec des membres du Parlement de Tripoli, considéré comme illégitime par le gouvernement de Tobrouk. L'émissaire de l'ONU pour la Libye a annoncé dimanche qu'il espérait poser cette semaine les bases d'un «accord final» concernant notamment la mise en place d'un gouvernement d'union. La Libye compte deux gouvernements et Parlements. Vendredi, le gouvernement reconnu par la communauté internationale, installé à Tobrouk (est), a annoncé une offensive pour «libérer» Tripoli. La capitale libyenne est contrôlée depuis août par une



É. : DR

Bernardino Leon.

coalition hétéroclite de milices, Fajr Libya, qui y a installé son gouvernement et son Parlement. La visite de M. Leon intervient alors que les troupes progouvernementales ont affirmé avoir mené lundi un raid aérien contre un dépôt d'armes près de Tripoli. Bernardino Leon, a estimé qu'il y avait «une chance» que les Parlements libyens rivaux proposent «cette semaine» les premiers noms pour un gouvernement d'unité nationale. «Il existe une chance que nous puissions faire des progrès et avoir les premiers noms pour un gouvernement d'unité nationale cette semaine», a expliqué M. Leon lundi matin avant une réunion de 34 maires et dirigeants locaux libyens conviés pour deux jours à Bruxelles par le chef de la diplomatie de l'Union européenne, Federica Mogherini.

«Cela va être une discussion difficile, je ne

veux pas que les attentes soient trop élevées vu la situation sur le terrain», a tempéré M. Leon, rappelant les affrontements qui ont eu lieu ces derniers jours autour de Tripoli. Il a toutefois espéré un résultat «avant la fin de cette semaine», jugeant que «la voie politique progresse bien».

### Prague dément avoir reçu une demande de rançon contre la libération d'un ressortissant

Le gouvernement tchèque a démenti hier, les informations faisant état d'une demande de rançon reçue par Prague contre la libération d'un ressortissant tchèque enlevé dernièrement en Libye. Selon le ministère tchèque des Affaires étrangères, la personne en question, qui a été enlevée avec d'autres employés lors d'une attaque contre un champ pétrolier en Libye, a été prise en otage par les assaillants. Ce démenti intervient en réaction à l'information publiée par le quotidien autrichien *Kronen Zeitung*, selon laquelle des insurgés libyens auraient demandé 500 000 dollars en échange de la libération de l'otage.

Citant des sources des services de renseignement, le ministère des Affaires étrangères croit savoir qu'il est fort probable que les personnes portées disparues soient aux mains d'un groupe armé proche des éléments de Daech. Ce groupe est responsable de l'enlèvement et de l'assassinat de 21 Égyptiens coptes, souligne-t-on de même source.

Ramy G./APS

## Sahara occidental L'Envoyé personnel de l'ONU en visite aux camps de réfugiés

L'ENVOYÉ personnel du Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies pour le Sahara occidental, Christopher Ross, entame, à partir de lundi, une visite de travail de trois jours dans les camps de réfugiés sahraouis afin de préparer un nouvel round de négociations entre le Front Polisario et le Maroc, rapporte l'agence de presse sahraouie SPS. Durant son séjour chez la partie sahraouie, Christopher Ross tiendra des réunions avec des responsables du Front Polisario et des membres du gouvernement sahraoui, note la même source. Cette visite est la deuxième du genre depuis le début de l'année en cours après celle effectuée en février dernier. Elle intervient à quelques semaines de la réunion du Conseil de sécurité de l'ONU sur le Sahara occidental en avril prochain.

M. Y./SPS



## Boko Haram

# Crainces autour des camps de déplacés du Nigeria

■ Découverte d'engins explosifs, crainte de combattants islamistes infiltrés: la proximité de la présidentielle du 28 mars au Nigeria, que le groupe armé Boko Haram a menacé de perturber, suscite une inquiétude grandissante autour des camps de déplacés du nord-est du pays.

Par Ali O.

«**B**oko Haram a de fortes chances de riposter» à l'approche de ce scrutin qu'il considère comme «non conforme à l'islam», «et les camps de déplacés sont une des cibles possibles», estime Abdullahi Bawe Wase, un expert en sécurité.

L'insurrection et sa répression par les forces nigériennes ont fait plus de 13 000 morts depuis 2009, et plus d'un million et demi de personnes ont dû quitter leur foyer pour se réfugier dans des camps, en périphérie des villes, et dans les pays frontaliers.

Les militaires nigériens, soutenus par les armées de pays voisins, Tchad en tête, ont affirmé ces dernières semaines avoir repris de nombreux territoires conquis depuis l'an dernier par les islamistes.

Mais les insurgés, désormais affiliés au groupe jihadiste État islamique (EI), ont dans le même temps mené une série d'attentats contre des cibles vulnérables comme les gares routières et les marchés dans les grandes villes du Nord, faisant craindre de nouvelles violences à l'approche du scrutin.

Les déplacés du Nord-Est pourront déposer leur bulletin dans l'urne samedi prochain, des



bureaux de vote ayant été installés à proximité des camps de déplacés, a annoncé Attahiru Jega, le chef de la commission électorale indépendante (INEC).

Mais à Maiduguri, la plus grande ville du Nord-Est et la capitale de l'État de Borno, les bureaux ont dû être installés à

l'intérieur des camps «pour des raisons de sécurité», a-t-il indiqué.

La ville, berceau historique de Boko Haram et cible de nombreux attentats-suicide ces dernières semaines, a vu sa population d'un million d'habitants doubler avec l'afflux de déplacés venus de toute la région. Ils ont été accueillis dans des camps et, surtout, dans des familles.

Mais, même à l'intérieur des camps, on n'est pas à l'abri de violences: le 14 mars, trois engins explosifs improvisés ont été découverts à l'école primaire Yerwa, l'un des camps de la ville. Huit personnes ont été arrêtées, et deux d'entre elles ont avoué avoir déposé les explosifs,

selon les autorités. Les suspects vivaient parmi les déplacés.

Un quatrième engin explosif doit encore être localisé, les suspects ayant oublié où ils l'avaient dissimulé, selon Ari Butari, membre d'une milice privée impliqué dans la sécurité du camp.

«Nous avons vraiment peur pour notre sécurité depuis la découverte de ces explosifs», confie Babakura Kyarimi, qui vit dans le camp.

«Nous avons des informations assez claires selon lesquelles il y a des éléments de Boko Haram parmi nous, c'est très préoccupant, pour nous et pour les autorités», a-t-il ajouté. Déjà en août 2014, le diocèse catholique de

Maiduguri avait fait part de son inquiétude quant à l'infiltration des camps de déplacés par Boko Haram.

En janvier, des milliers de personnes provenant de Monguno, plus au nord, ont été retenues à leur arrivée à Maiduguri, l'armée cherchant à y débusquer d'éventuels combattants.

Les autorités de Kano ont aussi fermé un camp initialement créé pour accueillir des habitants de Mubi, dans l'État d'Adamawa (nord-est), après y avoir découvert des membres de Boko Haram.

La question de savoir si les déplacés doivent voter à l'intérieur de ces camps ou rentrer dans leur village d'origine pour le scrutin a beaucoup divisé les deux principaux partis politiques nigériens pendant la campagne électorale.

Mais, au vu de l'étendue des dégâts dans les localités touchées et du danger persistant, plusieurs personnalités de l'État de Borno, dont le gouverneur Kashim Shettima, estiment que la question du retour des déplacés est prématurée.

L'attaque de la ville de Gamboru la semaine dernière par Boko Haram, qui a fait 11 morts peu après le retrait de l'armée tchadienne, démontre que les islamistes ont encore une force de frappe dans les localités dont ils ont perdu le contrôle.

«Il serait irresponsable de notre part, en tant que gouvernement, de presser nos citoyens de rentrer dans les communautés libérées», a estimé le gouverneur Shettima.

«Nous savons tous que ces communautés libérées ne sont ni totalement sécurisées ni habitables.»

A. O.



## Points chauds

### Stratégie

Par Fouzia Mahmoudi

Jadis adepte du principe du «Front Républicain» qui, lui, a, il est vrai, été bien profitable en 2002, l'UMP ne veut plus aujourd'hui faire les affaires de personne et refuse désormais de voter pour le PS pour contrer le FN. La droite refuse également de s'allier de quelque manière que ce soit avec le Front National qui aujourd'hui absorbe de plus en plus de ses électeurs traditionnels. Nicolas Sarkozy a été très ferme sur le sujet et ne semble pas prêt à faire machine arrière malgré les récriminations de la gauche et quelques voix dissonantes au sein de son propre parti. L'UMP a ainsi adopté la politique du «ni-ni» qui comme son nom implicitement l'indique consiste à demander aux électeurs de droite de ne voter ni pour la gauche ni pour l'extrême-droite. Manuel Valls réagissant à la stratégie de l'opposition a appelé Nicolas Sarkozy à «se reprendre», après avoir réaffirmé que le président de l'UMP commettait «une faute morale et politique» avec le «ni-ni» face au FN, et martelé l'appel au «rassemblement» à gauche avant le second tour des départementales. Le Premier ministre a longuement martelé que le refus de «choisir clairement entre un candidat républicain de gauche et le FN» est «une faute morale par rapport aux valeurs de la République, une faute politique, qui ne sert pas la droite républicaine, pour le coup très divisé». Par ailleurs, au-delà des stratégies de chaque parti un sondage paru hier montre qu'une majorité d'électeurs UMP (54 %) n'a pas l'intention de suivre la consigne du «ni-ni» en cas de duel PS-FN au second tour des départementales. Selon cette enquête menée au lendemain du premier tour, 27 % des électeurs UMP-UDI voteraient pour le FN, 27 % pour le PS, et seuls 46 % choisiraient l'abstention ou le vote blanc ou nul, suivant ainsi la consigne du parti de Nicolas Sarkozy de ne choisir ni PS ni FN. Du côté des électeurs du PS et de ses alliés, en cas de duel UMP-FN, la consigne du Parti socialiste de voter contre le FN est majoritairement suivie : 57 % ont l'intention de voter pour l'UMP, 3 % pour le FN et 40 % opéreraient pour le «ni-ni». Enfin, les électeurs du Front national choisiraient à 52 % le «ni-ni» en cas de second tour PS-UMP, 43 % annonçant un vote UMP et 5 % un choix PS. Reste à savoir si la décisions de Nicolas Sarkozy au final lui sera aussi favorable qu'il semble le penser ou si au contraire les sympathisants de droite plutôt proches du centre tourneront définitivement le dos à celui qui contrairement à Alain Juppé, qui dès les premiers résultats, a appelé à voter PS contre le FN, n'est pas prêt à tout, malgré ses discours prétendant le contraire pout combattre le FN.

F. M.

## Afghanistan

### 13 civils abattus sur une route près de Kaboul

Treize civils, passagers d'un car qui se rendait dans le sud de l'Afghanistan, ont été abattus par des hommes armés dans la nuit de lundi à hier dans la province de Wardak, près de la capitale afghane Kaboul, a-t-on appris auprès de responsables locaux.

«Vers 01h00 du matin, un groupe d'hommes armés a ouvert le feu sur les passagers d'un car à Aftasyab, dans la province de Wardak, tuant 13 personnes dont une femme», a dit à l'AFP Attaullah Khogyani, porte-parole du gouverneur de la province en précisant que le véhicule se rendait à Kandahar (sud).

Dans un communiqué signé de leur porte-parole officiel, Zabiullah Mujahid, les talibans afghans ont rejeté hier toute implication dans cette attaque perpétrée dans un secteur où les insurgés sont pourtant implantés. La mort des 13 civils a été

confirmée par Mohammad Ali, le vice-gouverneur de la province voisine de Ghazni, en contact étroit avec les autorités du Wardak dans cette affaire. Ce dernier a précisé que les meurtriers avaient «choisi» leurs victimes parmi les passagers du bus, avant de les tuer «un par un».

Selon la même source, les enquêteurs vérifiaient hier matin si les victimes étaient des membres d'une minorité ethnique ou religieuse comme les musulmans chiites de l'ethnie hazara, qui ont fait récemment l'objet de violences ciblées.

Le 24 février, des hommes armés et masqués ont enlevé une trentaine de chiites de l'ethnie hazara, reconnaissables localement à leurs traits asiatiques, voyageant en car dans le centre de l'Afghanistan.

Les talibans avaient aussi rejeté toute implication dans ce

rapt qui intervient sur fond de craintes d'une avancée de l'organisation État islamique (EI) en Afghanistan. L'armée afghane avait lancé sans succès une opération pour libérer ces otages et suggéré que des partisans de l'EI étaient à l'origine de ce rapt, ce qui n'a pu être établi de sources indépendantes, des observateurs soupçonnant notamment les autorités de vouloir grossir l'importance de cette organisation jihadiste afin de toucher davantage de subsides des pays occidentaux.

Par ailleurs, des musulmans soufis, courant mystique de l'islam historiquement aux antipodes des fondamentalistes, ont également été visés le 7 mars lors d'une rare attaque contre l'une de leurs mosquées à Kaboul. Au moins six personnes avaient été tuées, dont le chef spirituel de la communauté soufie de la capitale.





Festival «Lire en fête»

# Des activités à ne pas rater

■ Le festival «Lire en fête» prouve son importance et sa qualité en attirant un public nombreux dans toutes les villes du pays. Des activités déjà proposées lors des éditions précédentes et d'autres nouvelles sont proposées cette année aux enfants. Ces derniers profitent des vacances scolaires pour participer aux ateliers et activités proposées.

Par Abla Selles

Habituellement organisé au mois de septembre, le festival «Lire en fête» a débuté cette année en ce mois de mars, au bonheur des écoliers en vacances scolaires. Des activités culturelles très importantes sont proposées par les organisateurs dans toutes les villes du pays. En effet, ce festival qui arrive cette année à sa sixième édition attire de plus en plus d'enfants vu la qualité des activités proposées par les organisateurs. Ainsi, fort de l'engouement qu'il a suscité chez les parents, ils assistent souvent auprès de leurs enfants afin de les encourager et les inciter à la lecture.

Organisées cette année en même temps au nord comme au sud du pays, les activités ont pris place dans les établissements culturels comme en plein air. A Mila, à titre d'exemple, l'évènement se déroule au jardin public Rachid-Chaâboub, l'un des plus importants lieux de la ville. Ce jardin a été transformé, à l'occasion, en espace entièrement dédié à la culture et à la connaissance.

Une dizaine de stands y a été installée aux côtés de trente at-



eliers voués à des concours et autres activités de loisirs pour enfants, créant beaucoup d'animation dans cet espace. Il s'agit là, selon le coordinateur de cette activité ludique et scientifique, Mahfoud Fellous, de la «première initiative du genre à l'intérieur du pays».

Ainsi, les communes de la wilaya de Jijel connaissent,

depuis dimanche et jusqu'au 1<sup>er</sup> avril prochain, beaucoup d'animation dans le cadre de cet évènement. Le programme initié dans ce cadre permettra aux communes d'Erraguene, Selma Benziada, Djimla, Beni Yadjis, Oudjana, Settara, El Ancer, Oued Adjoul, Bordj T'har et Sidi Abdélaziz, de sortir de leur torpeur pour plonger dans une

ambiance festive.

Par ailleurs, la Maison de la culture Mouloud-Mammeri de Tizi Ouzou, site principal de cet évènement, s'est transformée en un lieu enchanteur en se parant de ses plus beaux atouts pour charmer les chérubins, optant pour des couleurs vives, des figurines de dessins animés grandeur nature, des fanions

multicolores et des livres pour tous les âges et tous les goûts. Le moment phare du festival a été le défilé d'enfants étreignant leurs tenues aux couleurs chatoyantes et à l'effigie de leurs héros de dessins animés. La joyeuse procession, animée par la fanfare de la wilaya de Boumerdes, a pris le départ du théâtre régional Kateb-Yacine, pour rejoindre la Maison de la culture via le centre-ville.

Il est à rappeler que le but majeur du festival «Lire en fête», institutionnalisé le 18 mars 2010 par le ministère de la Culture, est de promouvoir le livre et la lecture auprès des enfants et adolescents. Lancé au début à travers six wilayas-pilotes, le festival a très vite été étendu pour toucher toutes les villes du pays, y compris les localités les plus enclavées

A.S.

## RENDEZ-VOUS CULTURELS

### Galerie Sacré-Art

**Jusqu'au 26 mars :**  
Exposition «Dialogue avec la création» de l'artiste Linda Bougherara.

### Cinéma de Béjaïa

**Jusqu'au 30 mars :**  
Projection du dernier long-métrage de Lyès Salem, «L'Oranais».

### TNA Gallery

**Jusqu'à la fin du mois de mars :**  
Exposition collective d'arts plastiques et de photographies «Hors Champ» par Mustapha Nedjai, Hellal Zoubir, Karim Sergoua, Rachi Djemai, Rachid Nacib, Malek Salah, Adlène Samet et Nasser Medjekane.

### Palais de la culture Moufidi-Zakaria

**Jusqu'au 29 mars :**  
«Portraits de femmes algériennes», exposition collective de peinture à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de la femme.

### Plais de Rais Bastion 23

**Jusqu'au 31 mars :**  
Exposition avec Benchemakh Kamel et Saâdoun Yasmina intitulée «Symboles de printemps».

### Complexe culturel Abdelouahab-Salim (Tipasa)

**Jusqu'au 31 mars :**  
Exposition collective d'arts plastiques à l'occasion de la Journée internationale de la femme.

F.H.

## ... La création littéraire à Ouargla pour développer le potentiel des enfants

L'atelier de la création littéraire et poétique, ouvert dans le cadre de la 5<sup>e</sup> édition du festival culturel «Lire en fête», qui a débuté samedi dernier à Ouargla, a permis de découvrir de très jeunes plumes littéraires en herbe, a-t-on constaté.

Cet atelier, qu'abrite la maison de la culture Moufidi-Zakaria, constitue un espace visant à ancrer l'esprit de culture et de lecture chez l'enfant, l'encourageant à s'initier et à puiser des différents domaines de la science et du savoir.

La manifestation a suscité un large engouement d'un public plutôt jeune, venu assouvir sa curiosité dans les différents domaines littéraires, notamment la poésie, a

indiqué la responsable de l'atelier, Razika Khadraoui.

Ces joutes littéraires d'enfants ont donné lieu à la présentation d'une série de lectures, dont le texte *Montassib El-Kama Amchi* (Debout, je marche) du célèbre poète palestinien Samih El-Kacem, lu avec une parfaite maîtrise linguistique par la jeune Katmi Besmala, âgée d'à peine dix ans, qui s'est également illustrée par la présentation d'une œuvre propre à elle et dédiée à «La mère».

La seconde journée de cette manifestation culturelle a été marquée par une rude concurrence poétique entre la fillette Besmala et le jeune Khaled Sakr, 14 ans, qui a gratifié, quant à lui, le public d'une œuvre

poétique personnelle, intitulée «*Amdjed El-Madhi*» (Glorieux aïeux), chantant, à travers ses six vers rimés, la bravoure et les hautes valeurs des aînés.

Approchés par l'APS, des enfants se sont félicités de l'organisation de pareilles manifestations leur permettant de développer leurs capacités littéraires, d'affronter le public et de corriger leur présentation, au plan phonétique et phonologique.

Cette manifestation, qui se poursuivra jusqu'au 4 avril, prévoit d'autres activités intellectuelles ainsi que des ateliers didactiques dans les domaines de la lecture, la dictée, le dessin, le conte et les jeux d'échec.

L.B.

## Faute d'œuvres en concurrence

### Le prix littéraire Kateb Yacine non attribué cette année

Le prix littéraire Kateb Yacine n'a pas été attribué, cette année, et devient désormais biennuel «faute d'œuvres en concurrence», a-t-on annoncé, lundi après-midi à Guelma, lors de la clôture du 6<sup>e</sup> colloque international sur l'auteur de «*Nedjima*».

Les participants à cette rencontre qui s'est tenue au théâtre régional Mahmoud-Triki, ont rappelé que le conseil scientifique du colloque avait institué, lors de la précédente édition, un prix doté d'une «importante somme en devises fortes», et comporte trois «Kateb», un en or, un autre en argent et le troisième en bron-

ze, à décerner aux trois premiers lauréats.

Le P<sup>e</sup> Mansour Mehenni, de l'université de Tunis, président du conseil scientifique du colloque, a indiqué que la participation au prix Kateb Yacine s'effectuera en collaboration avec les éditeurs du Maghreb et les médias. Les recommandations de la rencontre ont notamment porté sur la publication des actes des cinquième et sixième éditions de cette rencontre. De même qu'il a été convenu qu'une maison d'édition française se chargera de cette édition.

Les deux prochaines éditions du colloque sur Kateb Yacine

porteront sur «le théâtre katebien, entre le texte et la mise en scène», ainsi que sur «les lectures de Kateb Yacine», a souligné le président du conseil scientifique du colloque.

La séance de lundi a donné lieu à une intervention de l'écrivain Benamar Médiène qui a présenté des témoignages sur la vie de Kateb Yacine (1929-1989), ses relations avec l'artiste M'hamed Issyakhem et l'écrivain Malek Haddad. Il a évoqué l'expérience de Kateb Yacine, comme docker et comme journaliste à *Alger Républicain* entre 1949 et 1951, son voyage incongru en Arabie saoudite et au

Soudan qui lui ont valu des reportages signés Saïd Lamri.

Vingt communications, en tout, ont été données au cours de cette sixième édition du colloque sur Kateb Yacine par des chercheurs et des universitaires d'Algérie, de Tunisie, de France, des USA, de Belgique, d'Autriche et de Pologne.

La journée d'hier a été consacrée à une randonnée des participants à Ain Ghrou et Hamma N'bails (55 km à l'est de Guelma), fief de la tribu des Beni Kablout qui constituent les racines ancestrales de la famille Kateb.

## Coup-franc direct



### Organisation dites-vous ?

Par Anouar M.

La LFP ne cesse de se jeter des fleurs ces dernières années et de dire qu'elle gère le championnat d'une manière professionnelle. Pourtant, ceux qui suivent les championnats de Ligues I et II peuvent certifier que c'est la débâcle dans ces deux compétitions. Des formations récidivistes dans des scènes désolantes de violence et qui ne sont pas sanctionnées, des dirigeants de club qui font des déclarations incendiaires sans être inquiétés et surtout des jeux de coulisses flagrants qui ne semblent pas inquiéter les dirigeants de la balle ronde nationale. Pourtant, tout est clair et la LFP devait frapper d'une main de fer pour éviter des situations difficiles comme celles vécues ces derniers temps. Pourquoi tant de désordre dans ce football national, alors qu'on s'enorgueillit du fait que les choses s'améliorent ces derniers temps selon les dires du premier responsable de cette structure ? Quand on sait que ce dernier s'était rendu en Espagne le week-end dernier pour suivre le classico alors que l'actualité du foot national était vraiment chaude on se rend compte qu'on ne prend pas réellement au sérieux le championnat. Il faudra donc tout revoir dans cette manière de gérer le championnat surtout que la situation va de mal en pis et que le football national régresse, en témoigne le fait que l'écart n'est pas vraiment important entre les formations qui jouent le haut du tableau et ceux qui luttent pour le maintien.

A. M.

### Ligue 1 Mobilis (24<sup>e</sup> Journée) USMA-MCEE ajourné

Le match USM Alger - MC El Eulma, prévu initialement le 28 mars courant au stade Omar Hamadi de Bologhine pour le compte de la 24<sup>e</sup> journée de Ligue 1 Mobilis de football, a été reporté à une date ultérieure, suite à l'absence de trois internationaux usmistes, retenus accueillant en équipe nationale, a annoncé lundi la LFP. Les règlements en vigueur dans le championnat de football algérien autorisent, en effet, les clubs à reporter un match si leur effectif est amoindri par l'absence d'un minimum de trois joueurs, convoqués en équipe nationale.

La demande de report, formulée dimanche par les dirigeants usmistes était motivée par l'absence des internationaux algériens, Farouk Chafaï et Youcef Belaili ainsi que le Malgache Charles Andria, qui se trouvent actuellement avec leurs équipes nationales respectives. Le CSC, également amoindri par l'absence de trois de ses internationaux (ndlr, l'Algérien Cédric Si-Mohamed, le Malgache Paulin Voavy et le Mauritanien Khalil Moulay-Ahmed) a été le premier à

obtenir une réponse favorable de la part de la LFP, qui a accepté de reporter son prochain match contre le NAHD, du 28 mars au 3 avril. Le match USMA-MCEE aurait pu être décalé, lui aussi, au 3 avril prochain, mais puisque ce jour-là les Rouge et Noir seront au Sénégal pour disputer le match retour contre l'AS Pikine, pour le compte du 1<sup>er</sup> tour de la Ligue des champions Africaine (ndlr, 5-1 à l'aller), la LFP s'est contentée de reporter la confrontation contre le MCEE à une date ultérieure, sans avancer de date précise. «Le coup d'envoi du match CSC-NAHD sera donné à 16h, au stade Chadli Hamlaoui de Constantine» a néanmoins précisé la LFP, en attendant de fixer une date pour l'autre match en retard, entre l'USMA et le MCEE. Le CSC, qui reste sur une défaite (2-0) contre l'USMBA, vendredi à Sidi-Bel-Abbès, occupe actuellement la 9<sup>e</sup> place au classement, avec 30 pts, au moment où le NAHD a rétrogradé à la 15<sup>e</sup> place (avant-dernier, ndlr) après avoir concédé le nul (0-0) à domicile face à l'USM Alger.

### Cyclisme/Tour international d'Annaba Hanachi toujours aux commandes



Le coureur algérien, Abdelbassat Hanachi du GS Pétroliers, a remporté lundi la troisième étape du Tour international cycliste d'Annaba, septième épreuve du GTAC-2015, gardant du coup le maillot jaune de leader. Au terme d'une étape couverte entre Annaba-Drean-Annaba sur une distance de 97 kilomètres, l'Algérien a franchi la ligne d'arrivée au sprint final avec un temps de 2h20 :05, devant Yahmi

Abdenour (Ooredoo) et Kerrar Ayoub (GS Pétroliers). Au classement des maillots, Hanachi a réussi le coup double en endossant les maillots jaune de leader et rouge du meilleur sprinteur, alors que le Syrien Nazir Jasser a gardé le maillot à pois du meilleur grimpeur. L'Algérien Abderrahmane Bechlaghem a gardé le maillot blanc du meilleur espoir. Les coureurs de cette troisième étape du Tour international d'Annaba n'ont pas trop tardé pour lancer la première attaque déclenchée dès le cinquième kilomètre par l'Algérien Hamza Fayçal du Club Sovac et le Rwandais Usengimana Jean Bosco. Au pied du col de Nouadria, ce duo de tête s'est fait rejoindre par l'Algérien Saïd Nassim de l'équipe Ooredoo, faisant ensemble cette ascension de deuxième catégorie et reléguant le peloton à plus d'une minute. Mais à l'entrée de la localité de Drean, ce trio de tête a été finalement repris par le peloton, mené par les coéquipiers du maillot jaune, Abdelbassat Hanachi, passant le premier sprint de cette étape située dans la ville de Besbes ensembles. A la sortie de cette ville, l'Algérien Abdennebi Khaled de l'équipe Cevital, a décidé de prendre seul la tête de la course, mais après 15 kilomètres d'échappée solitaire, ce coureur a été rejoint par le peloton qui roulait à une vitesse de 44 Km/heure. Finalement, l'arrivée au centre ville d'Annaba s'est disputée au sprint final avec une nouvelle victoire d'Hanachi Abdelbassat, champion d'Algérie en titre, confirmant ainsi ses qualités de sprinteur après un léger passage à vide. Le départ de la quatrième et dernière étape du Tour international cycliste d'Annaba sera donné mardi à partir de la ville d'Annaba, alors que l'arrivée est prévue au sommet de Seraidi, sur une distance de 117 Km.

## Equipe nationale Les Verts au complet

L'équipe nationale est maintenant au complet lors de ce stage qui a débuté à Doha au Qatar en prévision du match amical qui aura lieu face au pays hôte demain, 26 mars. En effet, le groupe était dans l'attente du ralliement des joueurs professionnels évoluant en Europe qui sont arrivés, avant-hier soir.

Par Anouar M.

Les joueurs étaient appelés à jouer des matches de championnat avec leurs clubs employeurs. Si tôt leurs matches terminés, les joueurs ont rallié Doha où le sélectionneur national et son staff, ainsi que leurs coéquipiers en sélection qui évoluent dans le championnat local les attendaient. Il faut savoir



L'EN à pied d'œuvre au Qatar

que c'est la dernière ligne droite avant le match face aux Qataris et le coach voulait avoir tous ses joueurs au moins deux jours avant pour pouvoir régler certains automatismes pour se présenter avec une forte

détermination et donc réaliser une belle partie.

Par ailleurs, le driver des Verts avait eu une discussion avec les joueurs, du moins ceux qui étaient sur place, pour mettre tout en clair surtout pour ce qui est de la discipline qui a été bafouée dans le groupe, avec certaines sorties médiatiques qui l'ont touché plus particulièrement celles de Ghilas et Djabou. Gourcuff ne veut pas donc revivre le même scénario et souhaite que tous les joueurs se comportent de la meilleure manière qui soit en évitant des propos qui sortiraient du cadre, car cela pourrait créer une animosité dans le groupe et amener donc à un autre malaise. Pour lui, tous les joueurs devraient être respectueux du code disciplinaire qui devrait être mis par le coach des Verts qui souhaite travailler dans la sérénité pour pouvoir réussir un bien meilleur parcours lors des prochaines rencontres comptant pour les éliminatoires de la CAN 2017. Pour ce qui est des nouveaux éléments qui ont rejoint le groupe, il faut savoir que Rachid Ghezal s'est déjà acclimaté avec le groupe et semble satisfait de l'ambiance qui y règne.

A. M.

### Pour le match face à l'EN Belmadi convoque 21 joueurs



Le sélectionneur algérien de l'équipe nationale du Qatar de football Djamel Belmadi a fait appel à 21 joueurs en prévision des deux matches amicaux contre l'Algérie et la Slovaquie prévus fin mars à Doha. L'équipe du Qatar effectue lundi après-midi sa première séance d'entraînement à l'Académie Aspire à Doha, précise la Fédération qatarie de football (QFA). Le Qatar accueillera l'Algérie le 26 mars à 17h00 (heure algérienne) au stade de Lekhwiya avant de conclure contre la Slovaquie le 30 mars au stade du Qatar SC à Doha. Ces deux matches amicaux s'inscrivent dans le cadre de la préparation de la sélection qatarie en vue des éliminatoires jumelées de la Coupe du monde 2018 en Russie et la Coupe d'Asie 2019 aux Emirats arabes unis.

#### Liste des 23 joueurs qataris

Claude Amin, Saâd Al Sheeb, Mohammed Kasola, Dame Traoré, Abdul Rahman Abkar, Mousa Mohammed, Mohammed Abdullah Tresor, Musab Mahmood, Abdul Karim Hasan Khalid Mufthah, Karim Boudiaf, Hatem Abdel Aziz, Ahmed Abdel-Maksoud, Hussein Ali, Asad Ali, Ismail Mohammed, Khalifan Ibrahim, Majid Mohammed, Nasser Khalifan, Mohammed Muntari et Yusuf Ahmed.

### EN olympique

## Hamel et Lezzoum boudent toujours

L'entraîneur adjoint et l'entraîneur des gardiens de but de la sélection olympique algérienne, Abderrahmane Hamel et Ali Lezzoum, se sont de nouveau absents du stage qui a débuté dimanche au Centre technique national à Sidi Moussa et auraient claqué la porte, a-t-on appris lundi auprès de la FAF. Les deux techniciens se sont plaints de leur situation financière et ont souhaité que leurs salaires soient réévalués, précise la même source. Ils avaient déjà brillé par leur absence lors du précédent regroupement qui s'est déroulé le 15 au 18 mars à Sidi Moussa. L'EN olympique, sous la houlette de l'entraîneur suisse, André-Pierre Shurmman, prépare les éliminatoires du Championnat d'Afrique des moins de 23 ans, un tournoi déplacé au Sénégal après le désistement de la RD Congo, et qui aura lieu fin 2015. Il sera qualificatif au JO de Rio de Janeiro (Brésil) en 2016. L'actuel regroupement des coéquipiers du buteur du RC Arbaâ, Oussama Derfelou, sera clôturé mercredi par un match amical contre le CR Belouizdad.

### Bensebaïni (Lierse) rejoint le stage

Le défenseur central Amir Ramy



Besebaïni, sociétaire de Lierse (Div 1, Belgique) a rejoint pour la première fois le stage de la sélection algérienne olympique qui se déroule actuellement au Centre technique de Sidi Moussa (Alger), en prévision des prochaines échéances.

Il s'agit du premier joueur évoluant à l'étranger à avoir été convoqué par le sélectionneur national, le Suisse André-Pierre Shurmman, depuis qu'il a pris en mains cette équipe en septembre prochain.

Bensebaïni (19 ans) s'est imposé comme titulaire à part entière dans l'effectif de Lierse qu'il a rejoint l'été dernier à titre de prêt de Paradou AC, le

nouveau leader du championnat de division amateur en Algérie (Gr, centre). Le natif de Constantine fait partie de la première promotion de l'Académie de football du PAC créée il y a cinq ans. L'équipe nationale olympique prépare les éliminatoires du Championnat d'Afrique des moins de 23 ans, un tournoi déplacé au Sénégal après le désistement de la RD Congo, et qui aura lieu fin 2015. Il sera qualificatif aux Jeux olympiques de Rio de Janeiro (Brésil) en 2016. L'actuel regroupement des coéquipiers du buteur du RC Arbaâ, Oussama Derfelou, sera clôturé mercredi par un match amical contre le CRB.

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

## Bordj-Menaïel

### Un septuagénaire mortellement blessé sur la route nationale

UN SEPTUAGÉNAIRE répondant au nom de Rouis Saïd a été blessé mortellement, dans la matinée d'hier, par un véhicule. L'accident est survenu sur la route nationale 12, à proximité d'un pont à Bordj-Menaïel, au moment où la victime traversait la route. Sur les lieux du sinistre, les gendarmes ont ouvert une enquête pour déterminer les causes exactes de l'accident. La victime a été transportée à l'hôpital de la ville par les services de la Protection civile. Cet accident a provoqué la colère des habitants du

quartier Moussa-Boussalah, «ex Kourtis» à Bordj-Menaïel, qui ont tenté de bloquer la route aux automobilistes pour se faire entendre et réclamer l'implantation d'une passerelle permettant aux résidents de gagner le centre du chef-lieu communal et les établissements scolaires en toute quiétude. Il a fallu l'intervention des sages du quartier pour calmer les esprits et les sommer d'entreprendre d'autres démarches pacifiques.

Ahmed K.

## Eucalyptus

### Six personnes impliquées dans des vols et des saccages arrêtés

SIX PERSONNES impliquées dans des affaires de cambriolage de domiciles, de magasins et d'entreprises commerciales dans la commune des Eucalyptus ont été arrêtées par les services de la brigade de la Gendarmerie nationale de Baraki, indique hier un communiqué de la cellule de communication du groupement territorial de la Gendarmerie nationale. Les prévenus, âgés de 20 à 24 ans dont un repris de justice, sont impliqués dans des affaires de cambriolage de maisons, de magasins et d'entreprises commerciales ainsi que dans des affaires de trafic de drogue, précise le communiqué.

Après un cambriolage nocturne d'une entreprise spéciali-

sée dans l'import-export de céramique dans la commune des Eucalyptus, une enquête a été ouverte par la Gendarmerie nationale. Elle a permis l'arrestation de l'un des prévenus, vite reconnu par le gardien de cette entreprise avant de procéder à l'arrestation de ses complices.

Selon l'enquête, les prévenus sont impliqués dans plusieurs affaires de vol, de cambriolage et de saccage dans la commune des Eucalyptus.

Parmi ces affaires, le cambriolage d'une fromagerie et vol de bijoux d'un domicile.

Les prévenus ont été présentés devant le procureur de la République près la cour d'El-Harrach qui a ordonné leur placement en détention préventive.

R. I.

## Transports urbains

### L'Etusa va acquérir 650 nouveaux bus

L'ENTREPRISE de transport urbain et suburbain d'Alger (Etusa) va acquérir 650 nouveaux autobus auprès de la SNVI (Société nationale de véhicules industriels), a indiqué mardi à Alger le directeur général de l'entreprise, Krim Yacine. «A travers de nombreuses wilayas, il y a la création de nouvelles sociétés de transport urbain avec achat de 30 autobus pour chaque chef-lieu de wilaya, alors que 650 autobus seront affectés pour la wilaya d'Alger», a précisé Krim Yacine, qui a présenté devant le ministre Amar Ghoul le projet du ministère des Transports sur la mise en place des établissements publics de transport urbain et suburbain des villes, confié à son entreprise.

De son côté, le directeur des transports de la wilaya d'Alger, Rachid Ouazzane, a indiqué que la réception de ces bus commencera à partir de cette année et s'étalera sur plusieurs mois en fonction des capacités de la SNVI.

Actuellement, environ 250 bus sont utilisés pour le réseau de la wilaya d'Alger, auxquels s'ajoutent ceux destinés au transport des étudiants et au transport des travailleurs. Le projet de mise en place des établissements publics de transport a démarré en 2010 dans le cadre du programme du président de la République pour améliorer le transport dans les villes.

R. N.

## CORRUPTION OUVERTURE DU PROCÈS AUTOROUTE EST-ouest



Loumis

Djalou@hotmail.com

## Tizi Ouzou

### Arrestation d'un cybercriminel étranger

Les éléments de la Brigade de recherches et d'investigations (BRI) ont ouvert une enquête qui a permis d'identifier l'auteur qui s'est avéré être un ressortissant étranger âgé de 47 ans, issu d'un pays arabe et marié à une Algérienne. Il a été interpellé à son retour d'un voyage.

Par Hamid M.

La cellule de communication de la sûreté de wilaya de Tizi Ouzou a annoncé, hier dans un communiqué, l'arrestation d'un cybercriminel suite à une plainte pour escroquerie, menaces de diffusion de photos compromettantes et extorsion via les réseaux sociaux, émise par une citoyenne à l'encontre d'un inconnu.

Selon les indications fournies par la même source, immédiatement les éléments de la Brigade de recherches et d'investigations (BRI) ont ouvert une enquête qui a permis d'identifier l'auteur qui s'est avéré être un ressortissant étranger âgé de 47 ans, issu d'un pays arabe et marié à une Algérienne. Il a été interpellé à son retour d'un voyage à l'étranger.

Les investigations entre-

prises par les éléments de la BRI ont également permis de découvrir que l'individu a abusé d'autres femmes, issues de plusieurs wilaya du pays.

Son mode opératoire consistait à tisser des liens avec des femmes, via les réseaux sociaux, en leur promettant le mariage ; et au fur et à mesure, celles-ci dévoilaient leur intimité face à la webcam, sans se douter qu'il enregistrerait les moindres détails audiovisuels.

Toujours selon la même source, «par la suite, il téléchargeait des photos et vidéos qu'il transmettait à sa femme algérienne, elle-même victime de ses agissements qui, à son tour, prenait attache avec les victimes pour leur demander des sommes d'argent pour le compte de cet étranger». Le mis en cause a été déferé dimanche dernier au parquet de Tizi-Ouzou pour les faits de

menaces conditionnelles, prise de photos sans le consentement de la personne, détention de photos obscènes, mise à disposition du public de photos compromettantes, et escroquerie. Il a été placé sous mandat de dépôt en attendant son jugement.

H.M.

## France

### 148 morts dans le crash d'un Airbus

LE SECRÉTAIRE d'Etat français aux Transports, Alain Vidalies, a confirmé qu'il n'y a aucun survivant dans le crash survenu hier matin dans les Alpes françaises de l'Airbus A320 de la compagnie allemande Germanwings, qui avait 148 personnes à bord.

«Il y a eu un appel de détresse enregistré à 10h47 (09h47 GMT). Ce signal de détresse montrait que l'avion était à 5 000 pieds, dans une situation anormale», a indiqué M. Vidalies, qui a précisé que le crash avait eu lieu «peu après» ce signal. L'appareil assurait une liaison entre Barcelone (Espagne) et Düsseldorf (Allemagne).

Plus tôt, le président François Hollande avait déclaré que «les conditions de l'accident laissent penser qu'il n'y aurait aucun survivant».

François Hollande a exprimé, par ailleurs, son soutien à la chancelière Angela Merkel, qu'il a joint au téléphone après le crash.

K. Y.

## Oued-Ghir

### Des habitants tentent d'incendier un commerce de boissons alcoolisées

DES DIZAINES d'habitants du village Mellala, lbachirène et Ireza issu de la commune d'Oued-Ghir dans la wilaya de Béjaïa, ont tenté d'incendier, dans la nuit de lundi à mardi, un débit de boissons alcoolisées. Cet acte a été commis vers 19h, nous dit le P/APC. Pour rappel, ce débit de boissons alcoolisées avait été incendié par les villageois trois fois : en 2009, 2011 et 2013, nous l'avons rapporté alors. Ce dépôt

d'alcool est situé sur la RN 12. Les riverains s'opposent à son ouverture au motif qu'il est à l'origine de beaucoup de problèmes et porterait «atteinte à leur quiétude». L'un des locataires a tiré un coup de sommation pour faire peur aux mécontents qui ont juré, selon une source locale, que ce dépôt d'alcool va fermer ses portes. Ce dernier été convoqué par la gendarmerie hier après-midi.

H.C.